

La nécropole nationale de Signes (Var)

Lieu de mémoire de la Résistance en région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Les fusillés du Vallon des Martyrs

38 résistants morts pour la libération de la France

(Signes, juillet – août 1944)

« Volonté de chasser l'envahisseur, pillard de notre terre, destructeur de notre culture. Volonté de châtier les traîtres qui le servent. Volonté de réhabiliter notre Patrie, de la laver des outrages subis. Volonté de la restaurer dans un ordre humain équitable et fécond. Désir de vie, de paix, d'abondance. Désir infini de bonheur. Aujourd'hui, c'est la mort, la ruine, l'action stérile de la haine ».

Albert Chabanon, fusillé à Signes, le 18 juillet 1944

Le Marseillais, n°1, janvier 1944, éditorial « L'An IV de la trahison qui sera l'An I de la Liberté reconquise ».



L'un des objectifs principaux de l'exposition « La Résistance en Provence-Alpes-Côte d'Azur » du Musée de la Résistance en ligne en Provence-Alpes-Côte d'Azur, 1940-1945 (MUREL), créé en 2010, est de faire connaître les résistants et mouvements de Résistance qui, au cours de la Seconde Guerre mondiale, ont agi pour la Libération du pays.

C'est dans ce cadre que l'association des Amis du MUREL participe activement, depuis 2016, à la « journée d'hommage de la jeunesse à la Résistance » qui rassemble des élèves provençaux à Signes et à la nécropole nationale du « Vallon des martyrs ». Trente-huit résistants, capturés par les occupants dans toute la région, ont été massacrés dans ce lieu isolé en juillet et août 1944, peu de temps avant la libération de la Provence.

De nombreux documents relatifs à ce drame, archives françaises et allemandes, photographies, articles de presse, ont été mis en ligne sur le site internet du MUREL, ainsi que la biographie de 37 martyrs, l'un d'entre eux demeurant toujours inconnu. Ces documents sont à disposition des élèves et des classes pour des réalisations historiques ou artistiques, présentées à Signes à cette occasion.

Cet hommage de la jeunesse permet de combattre l'oubli et de rappeler les valeurs patriotiques, humanistes et citoyennes qui animaient les résistants. Il se renouvelle tous les ans en partenariat entre l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG), l'Association régionale des familles de fusillés et martyrs de Signes et de Provence, l'Association nationale des Anciens combattants de la Résistance (ANACR) de plusieurs départements, l'inspection pédagogique régionale d'Histoire-Géographie et les Amis du MUREL, avec l'aide précieuse des collectivités territoriales et de la municipalité de Signes.

Robert Mencherini

Président de l'Association des Amis du Musée de la Résistance en ligne en Provence-Alpes-Côte d'Azur, 1940-1945 (MUREL)

Cette brochure présente, de manière synthétique, des analyses que l'on peut retrouver beaucoup plus développées sur le Musée de la Résistance en ligne (www.museedelaresistanceenligne.org) qui héberge le MUREL PACA.

Ce projet de publication a bénéficié du soutien du ministère des Armées / DPMA et de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre.

accéder à l'exposition



Flashez-moi pour

En 1996, le site du « Vallon des Martyrs » est reconnu nécropole nationale. Aujourd'hui, elle est l'une des 274 nécropoles nationales, propriété de l'État. Sous la responsabilité du ministère des Armées / Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives, l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG), établissement public, en assure son entretien et sa valorisation.

La nécropole nationale de Signes dans le Var

Dans un vallon isolé et difficile d'accès, situé sur la commune de Signes, dans le département du Var, se trouve une nécropole nationale où est conservée une partie des restes mortels de résistants assassinés à la veille de la libération de la Provence.

Durant l'été 1944, en deux temps, le 18 juillet et le 12 août, les Allemands ont exécuté, dans ces lieux reculés, trente-huit hommes. Ils étaient, pour la plupart, des responsables de la Résistance en R2 (actuelle région Provence-Alpes-Côte d'Azur).

La diversité des victimes, représentant tous les âges, tous les milieux sociaux, et appartenant à différentes organisations de la Résistance, ainsi que les conditions et le contexte de leur exécution, font de ce vallon isolé un lieu de mémoire important et symbolique de la Résistance dans notre région.

Depuis la découverte du charnier, en septembre 1944, une cérémonie en hommage aux victimes a lieu chaque année, le 18 juillet, en ce lieu surnommé le « Vallon des Martyrs ». En 1996, le site a été reconnu nécropole nationale, devenant propriété de l'État - ministère des Armées.



Présentation de la nécropole

C'est en 1996 que le site dit du « Vallon des Martyrs », situé sur la commune de Signes, acquiert le statut de « nécropole nationale », après l'achat du terrain par l'État.

Inaugurée le 25 juin de la même année en présence du Ministre délégué aux Anciens Combattants et Victimes de Guerre, elle rend hommage aux 38 résistants exécutés sur ce site en juillet et en août 1944.



La nécropole nationale de Signes (Var).
© MUREL PACA (cliché Pierre Ciantar)

Qu'est-ce qu'une nécropole nationale ?

Les nécropoles nationales sont créées au cœur de la Grande Guerre, par la loi du 29 décembre 1915. Cette loi institue le principe de l'inhumation des soldats français et alliés « morts pour la France » en sépultures individuelles, entretenues à perpétuité par l'État.

À la fin du premier conflit mondial, des cimetières militaires sont ainsi créés sur les anciens champs de batailles pour regrouper les corps des militaires morts au cours d'opérations de guerre, en France et à l'étranger.

Les mêmes dispositions sont appliquées à l'issue de la Seconde Guerre mondiale et pour les conflits suivants. Des nécropoles dites « de regroupement » sont ainsi créées, parallèlement à une politique de restitution des corps aux familles qui en font la demande (loi du 31 juillet 1920).

Aujourd'hui, **274 nécropoles nationales**, de tailles diverses, ont été intégrées au patrimoine national. **Près de 740 000 corps de soldats et civils « morts pour la France » y reposent**, en sépultures individuelles ou collectives (ossuaires).

Parmi eux, 88% sont des soldats de la Première Guerre mondiale. Si certaines nécropoles regroupent des dizaines de milliers de corps, à l'instar de la nécropole de Douaumont (Meuse), d'autres, plus modestes, n'en comptent que quelques dizaines, comme par exemple la nécropole du Rayol-Canadel (Var).

La nécropole nationale de Signes, quant à elle, est une nécropole exclusivement dédiée à la Résistance. L'acquisition du terrain du « Vallon des Martyrs » par l'État en 1996, qui lui confère le statut de nécropole nationale, témoigne donc de la volonté de rendre hommage à la Résistance provençale et de pérenniser durablement sa mémoire.

La nécropole nationale, telle qu'on peut la découvrir aujourd'hui



La nécropole nationale de Signes ne comporte pas à proprement parler de corps, mais un ossuaire, renfermant des restes mortels des victimes, ainsi que 38 dalles commémoratives individuelles.

À l'entrée de la nécropole, un panneau d'information, installé en juillet 2014 à l'occasion du 70^e anniversaire des événements tragiques de l'été 1944, permet aux visiteurs de découvrir le site et d'appréhender l'histoire de ces lieux.

Des dalles commémoratives individuelles ont été installées sur le site, juste devant l'emplacement des deux fosses où furent enterrés les résistants après leur exécution, respectivement le 18 juillet pour 29 de ces hommes, et le 12 août pour les 9 autres victimes.

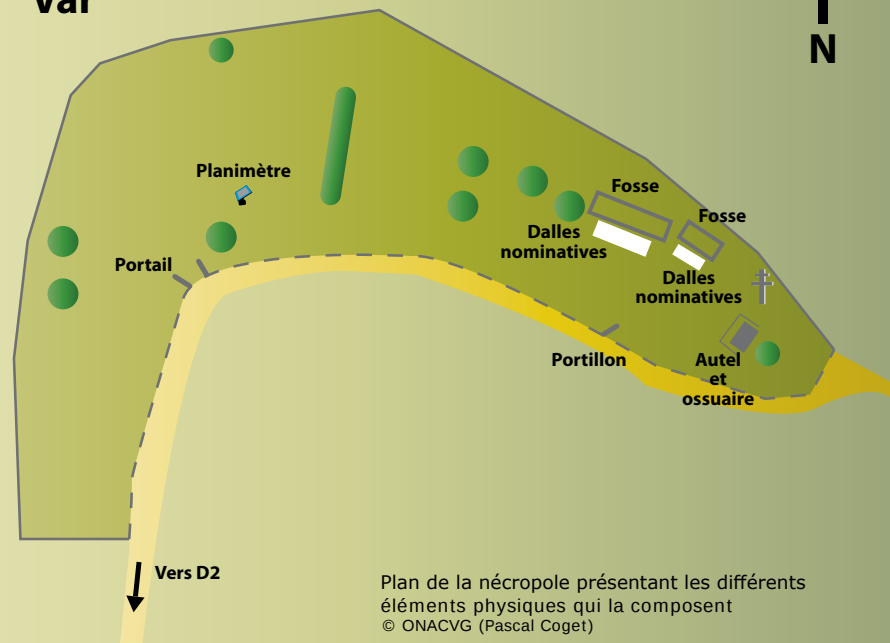
Sur chacune de ces plaques sont indiqués le nom, prénom et pseudonyme dans la Résistance de la victime, ainsi que sa date et son lieu de naissance, le mouvement ou l'organisation de Résistance auquel elle appartenait et la date de son décès. À ce jour, trois victimes n'ont pas été identifiées de manière certaine et demeurent « inconnues », bien que les recherches aient permis l'identification probable de deux d'entre elles.

Un mât des couleurs est situé entre les deux emplacements des fosses. Le drapeau tricolore y est levé lors de la cérémonie commémorative qui a lieu chaque année le 18 juillet.

Les premiers éléments de cet ensemble, composé également d'une croix de Lorraine et d'un autel, furent inaugurés le 18 juillet 1946. Sous l'autel, un coffret renferme des ossements des victimes de Signes.

Bouches
du
Rhône

Var



Plan de la nécropole présentant les différents éléments physiques qui la composent
© ONACVG (Pascal Coget)

Les événements de l'été 1944

1944 : une Résistance provençale mobilisée et réprimée

En 1944, les résistants de la zone Sud préparent la Libération du territoire, multiplient les actions et se coordonnent.

Les Forces françaises de l'Intérieur (FFI) rassemblent les formations armées des diverses organisations de Résistance. Des Comités départementaux de libération (CDL) qui regroupent mouvements, partis et syndicats clandestins sont constitués. Des missions françaises et alliées sont parachutées en Provence depuis l'Afrique du Nord ou la Corse libérées.

En juin 1944, après le débarquement de Normandie, la Résistance appelle à généraliser les maquis. Mais le débarquement prévu sur les côtes méditerranéennes n'a pas lieu immédiatement. L'armée allemande intervient massivement contre les maquis provençaux et multiplie les massacres.

La répression, menée par des groupes spécialisés comme les compagnies Brandebourg, par le SIPO-SD (la *Gestapo*) et la Milice, s'intensifie dans l'ensemble de la région. Parmi les nombreuses arrestations, celles des résistants qui vont être fusillés à Signes.



Juin - août 1944 : les arrestations des fusillés de Signes



Le siège du SIPO-SD (*Gestapo*) de Marseille, installé dans une villa, au 425 rue Paradis.

© Photographie Julia Pirotte (vers 1944), Musée d'Histoire de Marseille, inv. 1986.8.74

En juin 1944, au-delà des interventions militaires massives contre les maquis, les arrestations individuelles de résistants se multiplient. Le 2, Maurice Lévy, *Vallin*, du réseau Jacques de l'*Office of Strategic Services* (OSS) est interpellé dans le Gard, à Nîmes. Le 13 juin, le notaire André Wolff, qui aide le maquis, est arrêté à Lançon (Bouches-du-Rhône). Le 17, à Marseille, c'est au tour d'Albert Chabanon, *Valmy*, dirigeant de l'Organisation Universitaire (OU) des Mouvements unis de la Résistance (MUR) d'être arrêté. Puis, le 19 juin, à Aix-en-Provence, les hommes de la *Gestapo* mettent la main sur Pierre-Jean Lafforgue, agent des services spéciaux qui leur avait échappé une première fois.

Ils sont conduits à Marseille, au siège du SIPO-SD (la *Gestapo*), 425 rue Paradis, durement interrogés, puis incarcérés aux Baumettes.

D'autres résistants, arrêtés pendant l'été 1944, partagent leur sort. Ils constituent trois groupes différents, bien que des relations s'établissent nécessairement entre eux.

Un premier groupe, dont les membres sont arrêtés à partir du 11 juillet 1944 à Marseille, est constitué, pour l'essentiel, par des responsables du réseau Brutus et de la France au combat, comme les frères Georges et Lucien Barthélémy ou encore Charles Boyer, César, avocat et ancien conseiller général du canton d'Aups, et des divers services des Mouvements unis de Résistance - Mouvement de Libération

nationale (MUR-MLN), comme Guy Fabre, *Berger*, adjoint d'Albert Chabanon, Jean Lestrade, *Chac*, Jean Libert, *Jourdan*, chef courrier, Jean-Pierre Dubois, *Rubens*, et René Mariani, *Gaillard*.

Certains sont responsables du Noyautage des administrations publiques (NAP) comme André Aune, *Berthier*, Georges Cisson, *Dubosc*, Paul Codaccioni, *Kodak* (NAP PTT), Paul Kohler (NAP SNCF), et Jules Moulet, *Bernard*. D'autres sont membres de l'Organisation de Résistance de l'armée (ORA) comme Maurice Béchade et Francis Ninck. Le chef régional des Forces françaises de l'intérieur (FFI), Robert Rossi, *Levallois*, est également arrêté à Marseille, ainsi que son secrétaire Georges Saint-Martin, *Bourrelly*.

Un second groupe de résistants est arrêté le 16 juillet 1944 à Oraison (Basses-Alpes, Alpes-de-Haute-Provence) à l'occasion d'une réunion du CDL des Basses-Alpes (dont ils sont membres ou non), avec Louis Martin-Bret, *Michel*, son président : Marcel André, *Antoine*, Roger Chaudon, François Cuzin, *Étienne*, André Dumas, Léon Dulcy, Maurice Favier, *Celse*, *Alain*, Émile Latil, Jean Piquemal, *Jaquème*, Terce Rossi et Robert Salom.

Un troisième groupe gravite autour de la mission interalliée, dont les membres ont été parachutés ou acheminés par mer en Provence, pour préparer les actions du débarquement. Ils sont interpellés à des dates et dans des lieux divers. Henry Chanay, *Michel*, chef de la mission, et son adjoint, Michel Lancesseur, *Victor*, sont arrêtés à Marseille, près du café des Danaïdes. Le capitaine américain Jean-Maurice Muthular d'Errecalde, *Lucas*, et François Pelletier, *Ruben*, sont quant à eux interpellés à Saint-Tropez.

Emmenés à Marseille, ces résistants parcourent tous le même chemin, depuis les interrogatoires et tortures au 425 rue Paradis, jusqu'à l'exécution dans le vallon de Signes, en passant, pour la plupart, par la prison des Baumettes.



La prison des Baumettes, 1940

© Plaque de verre, Musée Histoire de Marseille, inv. 1989.4008.5.9

8 juillet - 12 août 1944 : les exécutions

Le témoignage d'un rescapé, Ernest Quirot, des dépositions, une enquête de gendarmerie et le rapport d'autopsie du médecin légiste ont fourni des renseignements assez précis sur la manière dont les Allemands ont procédé aux exécutions.

Le 18 juillet 1944, trente des résistants arrêtés dans la région au cours des semaines précédentes sont amenés en car, depuis Marseille et en passant par Cuges, à proximité de ce vallon en contre-bas de la route du Camp à Signes, où ils descendent menottés, à travers bois.

Là, au milieu d'une clairière, près du lieu-dit « ferme de Siamp », des officiers allemands en uniforme sont installés autour d'une table, couverte de papiers et de dossiers sur les victimes. À l'aide d'un interprète, et après un simulacre de jugement où chaque homme est interrogé, l'officier fait savoir aux « prévenus » qu'ils sont tous condamnés à mort, à l'exception de l'un d'entre eux, Ernest Quirot, pour lequel l'enquête doit être approfondie. Les résistants, qui entonnent *La Marseillaise*, sont fusillés sur place, certains achevés à coups de crosse. Leurs corps sont enfouis dans une fosse et recouverts de chaux vive.

Le 12 août, neuf autres résistants sont exécutés sur le même site et leurs corps enterrés dans une seconde fosse.

Septembre 1944 :

la découverte du charnier et les funérailles nationales

Après la libération de la Provence, au début septembre 1944, les témoignages d'Ernest Quirot et d'un jeune bûcheron de Cuges, Maurice Percivalle – qui a assisté, de loin, aux exécutions – permettent de localiser les lieux du massacre et les deux fosses.

Le 16 septembre, en présence de Francis Leenhardt, *Lionel*, vice-président du CDL des Bouches-du-Rhône, et du commandant FFI Vauban, les 38 corps sont extraits des fosses par des prisonniers allemands du camp de Coulin (Gémenos, Bouches-du-Rhône), placés dans des cercueils et transportés vers le cimetière Saint-Pierre, à Marseille. Là, on procède, avec difficulté, compte tenu de l'état des corps, à l'identification des martyrs.

Le 21 septembre 1944 ont lieu des funérailles nationales en présence du Commissaire régional de la République, Raymond Aubrac, et des autorités politiques, militaires et religieuses. La plupart des corps sont ensuite remis aux familles et inhumés dans des caveaux familiaux. Ces nouvelles inhumations donnent également lieu à d'autres cérémonies dans toute la région.

Article publié dans le journal *Le Provençal* du 18 septembre 1944, rendant compte de la découverte des corps dans le vallon entre Cuges et Signes.

© Collection Jean-Paul Chiny



Les victimes de Signes : Représentativité et diversité des résistants fusillés à Signes

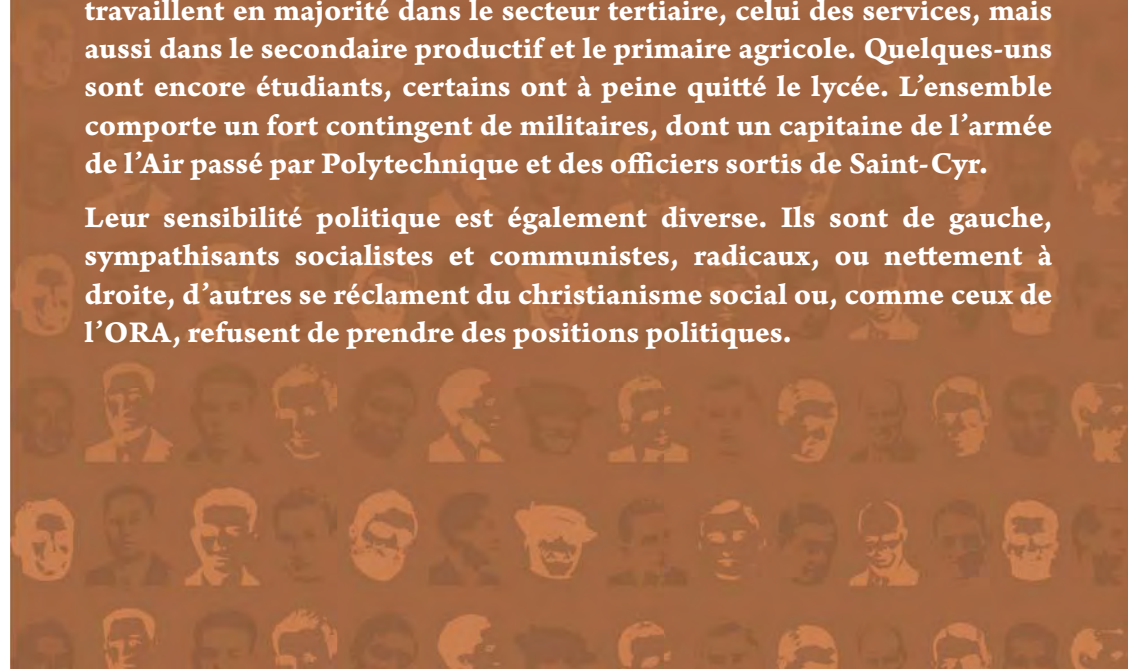
Deux éléments importants rendent les fusillés de Signes représentatifs de la Résistance régionale en 1944.

D'une part, beaucoup d'entre eux occupent des responsabilités qui concernent l'ensemble des mouvements. C'est le cas, entre autres, pour Louis Martin-Bret, *Michel*, qui préside le CDL des Basses-Alpes ou pour Robert Rossi, *Levallois*, chef régional des FFI.

D'autre part, le « Vallon des Martyrs » porte témoignage de l'union dans l'action (et dans le sacrifice) de deux catégories que l'on a trop souvent tendance à opposer de manière absolue : la Résistance dite « intérieure » et celle dite « extérieure » (avec la mission interalliée).

Ces résistants sont issus de milieux sociaux variés. Certains d'entre eux sont des urbains, d'autres vivent dans des territoires ruraux. Ils sont de tout âge, de 18 à 59 ans, et exercent des professions très différentes. Ils travaillent en majorité dans le secteur tertiaire, celui des services, mais aussi dans le secondaire productif et le primaire agricole. Quelques-uns sont encore étudiants, certains ont à peine quitté le lycée. L'ensemble comporte un fort contingent de militaires, dont un capitaine de l'armée de l'Air passé par Polytechnique et des officiers sortis de Saint-Cyr.

Leur sensibilité politique est également diverse. Ils sont de gauche, sympathisants socialistes et communistes, radicaux, ou nettement à droite, d'autres se réclament du christianisme social ou, comme ceux de l'ORA, refusent de prendre des positions politiques.



Les victimes du 18 juillet 1944, retrouvées dans la « première fosse »

NOM : ANDRE
Prénom : Marcel
Pseudonyme(s) : *Antoine*
Age : 44 ans
Profession : Directeur d'école
Résistance : CDL des Basses-Alpes



Marcel André est né le 25 février 1900 au hameau de La Conche, commune d'Enchastrayes (Basses-Alpes, Alpes-de-Haute-Provence). Après une bonne scolarité, il intègre l'école normale de Digne, effectue son service militaire entre 1920 et 1922 et entame une carrière d'instituteur dans le Nord, où il se marie en 1924. Il revient rapidement dans les Basses-Alpes, où il occupe différents postes avant de devenir directeur de l'école de Sigonce. Marcel André milite alors à la fédération socialiste SFIO des Basses-Alpes.

Mobilisé en août 1939 et affecté au 15^e Train, il rentre dans ses foyers en juillet 1940. Il s'engage très tôt dans la Résistance, aux côtés de Louis Martin-Bret, et participe à la création de Combat, puis des MUR dans les Basses-Alpes. Marcel André occupe rapidement des responsabilités, notamment au sein de l'AS et, après la fusion ORA-AS, reçoit la responsabilité civile du secteur Manosque-Forcalquier. Il représente la CGT au CDL des Basses-Alpes. Il est arrêté le 16 juillet 1944, à Oraison, avec plusieurs membres du CDL et d'autres résistants, transférés à Marseille et exécutés à Signes. Après les obsèques nationales du 21 septembre 1944, Marcel André est inhumé à Sigonce.

NOM : AUNE
Prénom : André
Pseudonyme(s) : *Berthier ou Marceau*
Age : 45 ans
Profession : Courtier
Résistance : Chef départemental de l'AS des Bouches-du-Rhône



André Aune est né le 28 avril 1899 à Marseille (Bouches-du-Rhône), d'une mère journalière et d'un père inconnu.

Engagé durant la Première Guerre mondiale, il est affecté au 6^e bataillon de chasseurs alpins et participe à l'occupation de l'Allemagne.

Démobilisé en 1921, André Aune travaille comme courtier en huiles et savons. En 1939, il est, à Londres, conseiller technique de la mission française pour le ravitaillement en graines oléagineuses. Après l'Armistice, il rentre à Marseille, avant de repartir pour Dakar.

De retour en France, en 1941, il s'engage dans la Résistance et devient, en 1944, au sein des MUR-MLN, le chef de l'AS des Bouches-du-Rhône. Repéré par le SIPO-SD de Marseille dès l'été 1943, André Aune est clairement identifié par les services allemands en 1944. Arrêté le 13 juillet 1944, il est conduit au siège de la Gestapo pour être interrogé, puis à Signes où il est exécuté. Après les obsèques nationales du 21 septembre 1944, André Aune est inhumé au cimetière Saint-Pierre de Marseille.

NOM : BARTHELEMY
Prénom : Georges
Pseudonyme(s) : *Bertis*
Age : 37 ans
Profession : Sous-directeur des Habitations Bon Marché (HBM)
Résistance : Réseau Brutus, La France au combat



Georges Barthélémy est né le 24 novembre 1906 à Marseille (Bouches-du-Rhône), second d'une fratrie de trois garçons. Diplômé en droit, il est sous-directeur des Habitations Bon Marché des Bouches-du-Rhône.

Sous l'influence de son frère aîné, Lucien, Georges Barthélémy participe au réseau Brutus et à l'organisation La France au combat. Dans la soirée du 11 juillet 1944, il est arrêté par les hommes du SIPO-SD de Marseille qui ont établi une souricière chez ses parents, 53 rue des Minimes. Louis, le frère cadet, tombé le premier dans le piège, est mortellement blessé d'un coup de revolver. Arrivé quelques instants après, Georges est arrêté et conduit au siège de la Gestapo, rue Paradis, où il est immédiatement interrogé. Il est fusillé à Signes le 18 juillet 1944, aux côtés de 28 autres résistants, dont son frère aîné, Lucien, lui-même arrêté le 12 juillet à Marseille.

NOM : BARTHELEMY
Prénom : Lucien
Pseudonyme(s) : *Berthon*
Age : 40 ans
Profession : Agent commercial
Résistance : Réseau Brutus, La France au combat



Lucien Barthélémy est né le 8 octobre 1903 à Castelnau-de-Guers (Hérault), aîné de la fratrie des Barthélémy qui compte deux autres garçons : Georges, né en 1906, et Louis, né en 1912. Agent commercial, il est vice-président du Parti radical-socialiste des Bouches-du-Rhône. Lucien Barthélémy entre en Résistance en février 1941 et devient membre du réseau Brutus, à fort recrutement socialiste, comme le mouvement La France au combat dont il devient chef régional. Menacé par les services allemands, il se replie quelques temps hors de Marseille, avec ses deux frères, puis regagne la cité phocéenne en juin 1944. Le 11 juillet, son frère Louis est mortellement blessé et Georges est arrêté. Le lendemain, Lucien est interpellé, frappé, menotté et conduit, avec son père, au siège du SIPO-SD où il est durement interrogé. Transférés à la prison des Baumettes, le père et ses deux fils partagent la même cellule. Le 18 juillet, les deux frères sont conduits à Signes et fusillés. Leur père demeure incarcéré jusqu'au 31 juillet 1944, date à laquelle il est relâché. En septembre 1944, à la morgue du cimetière Saint-Pierre, il identifie les corps de ses deux fils, retrouvés dans la « première fosse » du charnier.

NOM : BOYER
Prénom : Charles
Pseudonyme(s) : *César*
Age : 59 ans
Profession : Avocat
Résistance : Réseau Brutus, La France au combat



Charles Boyer est né le 21 octobre 1884 à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). Licencié en lettres et docteur en droit, avocat et franc-maçon, Charles Boyer est chef de cabinet dans plusieurs préfectures. Radical-socialiste, il est également élu conseiller général (1913-1919) du canton d'Aups (Var). Engagé volontaire lors de la Première Guerre mondiale, il est promu, en avril 1917, rédacteur des services civils au Maroc, responsabilité qui l'amène, après-guerre, à diriger l'Office marocain de Marseille. Nommé chevalier de la Légion d'honneur dans la promotion de l'exposition coloniale de 1931, Charles Boyer préside les Amitiés africaines et gère un magasin d'objets traditionnels marocains, rue de la Palud à Marseille.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, lié à Lucien Barthélémy, il participe, comme lui, au réseau Brutus et utilise sa boutique comme boîte aux lettres. Charles Boyer est arrêté par les hommes du SIPO-SD le 11 juillet 1944. Sa boutique est transformée par les Allemands en une souricière où plusieurs résistants se font prendre. Conduit au siège de la Gestapo, il est durement interrogé, puis transféré aux Baumettes. Il est exécuté à Signes le 18 juillet 1944. Après les obsèques nationales du 21 septembre 1944, Charles Boyer est inhumé à Aups.

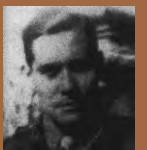
NOM : CHABANON
Prénom : Albert
Pseudonyme(s) : *Valmy, Jean Vengeur*
Age : 29 ans
Profession : Professeur
Résistance : OU, MUR



Albert Chabanon est né le 13 mai 1916 à Marseille (Bouches-du-Rhône) dans une famille d'instituteurs. Après de brillantes études au lycée Saint-Charles, il prépare le concours d'entrée à l'École Normale Supérieure (ENS) au lycée Thiers, à Marseille, puis au lycée Louis-le-Grand, à Paris. Il s'affirme alors partisan du Front populaire. Reçu à l'ENS en 1938, il obtient une licence de lettres classiques à la Sorbonne en juin 1939. Parfaitement germanophone, il voyage en Allemagne où il prend conscience du danger nazi. Mobilisé en 1939, il est réformé en avril 1940 pour inaptitude physique.

En décembre 1941, il est arrêté à l'ENS, accusé de « menées communistes ». Il est incarcéré à la prison de la Santé, puis au fort Saint-Nicolas, à Marseille, avant d'être emprisonné à Montpellier et à Villefranche-de-Rouergue. Libéré en février 1943, il est accueilli à l'Étape, œuvre de réinsertion installée dans le nord des Bouches-du-Rhône. Là, il entre en contact avec André Aune, membre de Combat et frère du Révérend Père qui gère l'Étape, et adhère aux MUR. D'abord affecté au NAP, Albert Chabanon devient responsable de l'OU et du journal clandestin *Le Marseillais*. Trahi par un membre de l'OU, Albert Chabanon est arrêté par les services allemands le 17 juin 1944 à Marseille. Détenu, interrogé et torturé au siège de la Gestapo, il est ensuite conduit aux Baumettes puis, en juillet, exécuté à Signes. Après les obsèques nationales du 21 septembre 1944, Albert Chabanon est inhumé au cimetière Saint-Pierre de Marseille.

NOM : CHANAY
Prénom : Henry
Pseudonyme(s) : *Michel, Grand Michel, Emmanuel*
Age : 30 ans
Profession : Officier
Résistance : Mission interalliée – DMR par intérim



Henry Chanay, né le 11 août 1913 à Verdun (Meuse), choisit, pendant la Seconde Guerre mondiale, de rejoindre la France libre. En 1944, après avoir suivi l'entraînement des forces spéciales au Club des Pins de Staouéli, près d'Alger, il dirige la mission interalliée qui, entre mars et mai, rejoint la Provence pour préparer le débarquement.

Henry Chanay est parachuté en Vaucluse à la fin mars ou au début avril 1944, avec Michel Lancesseur et le major britannique Alastair Hay. Il participe à plusieurs rencontres avec des résistants des Bouches-du-Rhône, de Vaucluse ou des Basses-Alpes, où sont définis les dispositifs pour le jour J du débarquement. En juin 1944, plusieurs membres de la mission s'engagent, aux côtés des résistants, dans les combats de Barcelonnette. Mais, en l'absence de débarquement en Méditerranée, Henry Chanay confirme l'ordre de repli donné aux maquis de la région. Après l'arrestation de Louis Burdet, délégué militaire régional (DMR, représentant officiel d'Alger), Michel en assure l'intérim. Repéré par les services du SIPO-SD, Henry Chanay, qui a échappé de justesse à l'arrestation lors d'une descente allemande à Vinon-sur-Verdon (Var), est interpellé le 15 juillet à Marseille, au café des Danaïdes, et conduit au siège de la Gestapo, 425 rue Paradis. Il est exécuté à Signes le 18 juillet. Après les obsèques nationales célébrées au cimetière Saint-Pierre, le 21 septembre 1944, Henry Chanay est inhumé dans le caveau des victimes du devoir sous le nom de « Michel, Emmanuel, commandant de la Résistance ».

NOM : CHAUDON
Prénom : Roger
Pseudonyme(s) :
Age : 36 ans
Profession : Gérant de silo à blé
Résistance : Combat, MUR, MLN et SAP



Roger Chaudon est né le 26 mai 1908, dans le village des Milles, commune d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). En 1939, il est gérant du silo à blé d'Oraison (Basses-Alpes, Alpes-de-Haute-Provence), lié au réseau de coopératives agricoles créé par Louis Martin-Bret.

Dès 1940, il mène, aux côtés de ce dernier, une activité résistante au sein de Combat, des MUR, puis du MLN. En 1943, il est interpellé par les occupants italiens. Après sa libération, il participe, sous la direction de René Char, *Capitaine Alexandre*, aux activités de la Section des atterrissages et des parachutages (SAP) et a la charge du terrain d'Oraison. René Char l'évoque dans *les Feuilles d'Hypnos* comme « l'Ami des blés ». Arrêté le 16 juillet 1944 à Oraison avec les membres du CDL des Basses-Alpes, il est transféré à Marseille, puis fusillé à Signes. Après les obsèques nationales célébrées au cimetière Saint-Pierre à Marseille, le 21 septembre 1944, Roger Chaudon est inhumé au cimetière d'Oraison avec les trois autres victimes originaires de cette commune.

NOM : CISSON
Prénom : Georges
Pseudonyme(s) : *Dubosc*
Age : 34 ans
Profession : Ingénieur des Ponts et Chaussées
Résistance : Témoignage chrétien, Libération, MUR, NAP



Georges Cisson est né le 21 mars 1910 aux Arcs-sur-Argens (Var). Chef de bureau des Ponts et Chaussées à Draguignan en 1930, catholique très croyant, il participe à de nombreuses associations chrétiennes, à la CFTC et à Jeune République. En 1939-1940, mobilisé comme sergent-chef, il est grièvement blessé sur le front de l'Est. Il s'engage très tôt dans la Résistance, diffuse *Témoignage Chrétien*, participe au mouvement Libération et aux MUR, dont il édite le journal régional *Provence libre*. Dirigeant régional du NAP, il est membre du CDL du Var. Il tombe, le 12 juillet 1944, dans la souricière organisée à Marseille, dans la boutique de Charles Boyer, rue de la Palud. Conduit au siège de la *Gestapo*, 425 rue Paradis, il est fusillé à Signes, le 18 juillet 1944. Après les obsèques nationales célébrées, pour l'ensemble des martyrs de Signes, au cimetière Saint-Pierre, le 21 septembre 1944, Georges Cisson est inhumé aux Arcs, dans le Var.

NOM : CODACCIONI
Prénom : Paul
Pseudonyme(s) : *Kodak*
Age : 55 ans
Profession : Contrôleur principal des PPT
Résistance : NAP-PTT



Paul Codaccioni est né le 23 novembre 1888, à Bonifacio (Corse). Dans l'entre-deux-guerres, contrôleur principal des PTT au central télégraphique de la poste Colbert de Marseille, il est adhérent à la CGT (alors de sensibilité socialiste). Pendant la Seconde Guerre mondiale, il participe, sous le pseudonyme de *Kodak*, au réseau créé en 1941, au sein des PTT, par des militants de Combat. Il en devient le responsable régional. Arrêté dans la nuit du 14 juillet au domicile familial, il est interrogé au 425 rue Paradis et, le 18 juillet, fusillé à Signes, où il est enterré encore vivant dans la première fosse.

NOM : CUZIN
Prénom : François
Pseudonyme(s) : *Etienne*
Age : 29 ans
Profession : Professeur agrégé de philosophie
Résistance : Franc-Tireur, MUR, CDL des Basses-Alpes



François Cuzin est né le 15 août 1914 au hameau de Montcorbet, à Dolomieu, canton de La Tour-du-Pin (Isère). Après une brillante scolarité, au lycée Ampère de Lyon, puis au lycée Lakanal de Sceaux, il prépare le concours d'entrée à l'École Normale Supérieure (ENS) qu'il réussit en 1936. Il participe à la manifestation étudiante du 11 novembre 1940 à Paris, et rejoint, en 1941, le petit groupe résistant « sous la botte ». Replié à Toulon, il adhère au mouvement Franc-Tireur et entre en contact avec le comité national des intellectuels de la zone Sud. Lauréat à l'agrégation en 1943, il est nommé, à la rentrée, au lycée Gassendi de Digne. Chef départemental de Franc-Tireur dans les Basses-Alpes, il devient membre de la direction départementale des MUR et de la direction de l'AS, en charge, plus particulièrement, du renseignement. Avec Louis Martin-Bret et Jean Piquemal, il représente les MUR au CDL des Basses-Alpes. L'implication et la détermination des militants communistes du département l'amènent à adhérer au PCF. Il est arrêté à Oraison le 16 juillet 1944 avec les autres membres du CDL, conduit à Marseille, puis fusillé à Signes, le 18 juillet.

Après les obsèques nationales, célébrées le 21 septembre 1944 au cimetière Saint-Pierre de Marseille, François Cuzin est définitivement inhumé, en octobre 1946, dans le tombeau familial à Dolomieu.

NOM : DAUMAS
Prénom : André
Pseudonyme(s) :
Age : 44 ans
Profession : Médecin
Résistance : AS, FFI



André Daumas, né le 25 janvier 1900 à Riez (Basses-Alpes, Alpes-de-Haute-Provence), effectue ses études à la Faculté de médecine de Montpellier où il soutient sa thèse en 1925. Il exerce ensuite son métier de médecin à Oraison (Basses-Alpes). C'est dans ce département qu'il participe activement à la Résistance. En lien avec l'AS, il aide les réfractaires au STO et soigne les maquisards. Le 16 juillet 1944, appelé à Oraison sous prétexte de soigner des résistants blessés, il tombe dans le piège tendu par les Allemands, est arrêté, transféré à Marseille, et fusillé à Signes, le 18 juillet.

NOM : DUBOIS
Prénom : Jean-Pierre
Pseudonyme(s) : *Rubens*
Age : 49 ans
Profession : Décorateur
Résistance : MLN



Jean-Pierre Dubois est né le 4 juillet 1895 à Ixelles, l'une des 19 communes de Bruxelles capitale (Belgique). Décorateur, il s'installe pendant la Seconde Guerre mondiale sur le Vieux-Port de Marseille, 12 quai de Rive Neuve. Là, il s'engage au MLN, ex-MUR, où il assure le secrétariat du commandant Renaud Martinie. C'est lors d'un rendez-vous avec ce dernier qu'il est arrêté, à Marseille, le 15 juillet 1944, au coin du boulevard Jeanne d'Arc et du Jarret, et conduit au 425, rue Paradis. Il est fusillé à Signes, le 18 juillet, et enfoui encore vivant dans la « première fosse ».

NOM : DULCY
Prénom : Léon
Pseudonyme(s) : *Léon*
Age : 32 ans
Profession : Médecin
Résistance : SOE



Léon Dulcy est né le 3 novembre 1911 en Vaucluse, à Avignon. Il soutient, en 1938, sa thèse à la faculté de Médecine de Montpellier et s'installe dans sa ville natale, 16 place Crillon, comme médecin gastro-entérologue. Évoluant dans un environnement de droite, patriote et républicain, il s'affirme très respectueux des devoirs et traditions. Chasseur et sportif, il est également, en 1934-1936, détenteur des records de France d'altitude et de durée en planeur biplace, et préside l'Aéro-club vauclusien. Mobilisé dans les chars d'assaut en 1939, Léon Dulcy conserve, après la défaite, des contacts avec les officiers de son groupe repliés en Afrique du Nord. Confiant dans le maréchal Pétain, il adhère à la Légion française des combattants, mais il s'engage finalement dans la Résistance, sans doute par l'intermédiaire du dentiste avignonnais Louis Malarte. Il abandonne alors Avignon et son cabinet pour les Basses-Alpes où il participe au réseau britannique Jockey, du SOE. Il organise, sous le pseudonyme de *Léon*, la réception de parachutages dans les Basses-Alpes. À cette occasion, il établit des liens cordiaux avec les FTP, avec lesquels il partage d'ailleurs équitablement les armes reçues. Le dimanche 16 juillet 1944, le docteur Dulcy, faussement informé que le village d'Oraison a été libéré par les FTP, s'y rend en urgence. Arrêté, comme ses camarades, Léon Dulcy est transféré à Marseille et fusillé à Signes, le 18 juillet.

NOM : FABRE
Prénom : Guy
Pseudonyme(s) : *Berger*
Age : 19 ans
Profession : Étudiant
Résistance : Combat, OU, MUR-MLN



Guy Fabre est né le 12 novembre 1924 à Léognac-de-Guyenne (Lot-et-Garonne). Après de brillantes études au lycée Saint-Charles, puis en classe préparatoire au lycée Thiers, il intègre l'École de Navigation de Marseille. Engagé très tôt dans la Résistance, adhérent à Combat, puis membre des MUR-MLN, Guy Fabre est, sous le pseudonyme de *Berger*, l'adjoint d'Albert Chabanon, *Valmy*. Celui-ci le nomme également responsable du « bureau d'études politiques », chargé de réfléchir à l'après-Libération. Guy Fabre, victime d'un piège du SIPO-SD, est arrêté, le 17 juillet 1944, cours Pierre Puget, à Marseille et immédiatement conduit au 425 rue Paradis. Il est fusillé à Signes le 18 juillet 1944.

NOM : FAVIER
Prénom : Maurice
Pseudonyme(s) : *Celse, Alain*
Age : 27 ans
Profession : Secrétaire de mairie
Résistance : Représentant communiste au CDL des Basses-Alpes



Maurice Favier, né le 23 juin 1917 à Marseille (Bouches-du-Rhône), fait des études classiques chez les jésuites et pratique le scoutisme. Il travaille ensuite dans la marine marchande et participe en 1940 au transport de troupes militaires. Requis pour les chantiers de jeunesse, il suit la formation de l'école de cadres d'Uriage (Isère), créée par Vichy. Rendu à la vie civile en novembre 1942, Maurice Favier s'installe dans les Basses-Alpes, à Allemagne dont sa famille est originaire. Il y occupe le poste de secrétaire de mairie. Intéressé par la poésie depuis son adolescence, il écrit plus de deux cents poèmes.

Engagé aux côtés des communistes, Maurice Favier prend en charge, avec la Section des atterrissages et parachutages (SAP), la réception de parachutages. Il assure la liaison avec la région communiste et supplée le représentant communiste au CDL des Basses-Alpes. Arrêté à Oraison le 16 juillet 1944 avec les autres membres du comité, il est transféré à Marseille, puis fusillé à Signes le 18 juillet.

NOM : LATIL
Prénom : Émile
Pseudonyme(s) : *Nicolas et Jean Rivière*
Age : 41 ans
Profession : Artisan peintre
Résistance : Front national pour l'indépendance de la France (FN) / CDL des Basses-Alpes



Émile Latil, né le 4 octobre 1902, rue Poterne à Sisteron (Basses-Alpes, Alpes-de-Haute-Provence), exerce dans cette ville la profession d'artisan peintre. Militant communiste, il représente le Front national pour l'indépendance de la France (FN) au CDL des Basses-Alpes. Il est recherché par les Allemands, qui parviennent, le 6 juillet 1944, à s'emparer de son frère, Georges Latil, déporté à Mauthausen. Lui-même est arrêté à Oraison, le 16 juillet 1944, transféré à Marseille et fusillé à Signes le 18 juillet.

Après les obsèques nationales, célébrées le 21 septembre 1944 au cimetière Saint-Pierre, Émile Latil a été inhumé au cimetière d'Oraison avec les trois autres victimes originaires de cette localité.

NOM : LESTRADE
Prénom : Jean
Pseudonyme(s) : *Chac*
Age : 20 ans
Profession : Étudiant
Résistance : Combat, MUR-MLN, NAP



Jean Lestrade est né le 21 mars 1924, dans les Bouches-du-Rhône, à Marseille. Après des études secondaires brillantes, il entre, en octobre 1943, à l'École de navigation. Converti au protestantisme, il participe aux activités des Routiers unionistes de la paroisse Tilsit à Marseille qui sont un foyer de contestation. Il mène une activité résistante multiforme, à Combat, au NAP, comme agent de liaison et responsable des jeunes du MUR-MLN. Arrêté à Marseille le 13 juillet 1944, interrogé par le SIPO-SD au 425 rue Paradis, il est fusillé à Signes le 18 juillet 1944.

NOM : LEVY
Prénom : Maurice
Pseudonyme(s) : *Vallin, Vial*
Age : 32 ans
Profession : Agent de publicité
Résistance : OSS



Maurice Lévy, né le 3 avril 1912 dans le 6^e arrondissement de Lyon (Rhône), exerce, en 1939, la profession d'agent de publicité à Belley (Ain). Maréchal des logis d'artillerie, il s'engage très tôt dans la Résistance, sous les pseudonymes de *Vallin* ou *Vial*. Il participe au maquis d'Hottonnes, dans l'Ain, en 1943, puis à un groupe franc de l'AS. En avril 1944, Maurice Lévy entre dans le réseau Jacques de l'OSS (les services spéciaux américains). Il prospecte dans le Lubéron, près d'Apt (Vaucluse), où il installe une radio du réseau.

Arrêté le 2 juin 1944 à Nîmes, sur dénonciation, il est détenu, du 2 au 10 juin 1944, à la prison centrale de Nîmes, transféré à Marseille, incarcéré au siège du SIPO-SD (la *Gestapo*) de Marseille, 425 rue Paradis, puis aux Baumettes. Il est fusillé à Signes le 18 juillet 1944, et, en septembre, après les obsèques nationales, enterré au cimetière israélien de Saint-Pierre à Marseille.

NOM : MARIANI
Prénom : René
Pseudonyme(s) : *Gaillard*
Age : 22 ans
Profession : Étudiant
Résistance : Combat, OU, MUR-MLN



René Mariani est né le 14 août 1921 à Roquevaire (Bouches-du-Rhône). Militant chrétien, étudiant en droit à Aix, il est responsable de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) et, passionné par la culture, il monte en 1940 une troupe de théâtre. Il adhère au mouvement Combat, devient responsable du recrutement et de l'organisation des jeunes de l'OU (MUR-MLN) et adjoint d'Albert Chabanon, qu'il aide à publier le journal clandestin du MLN *Le Marseillais*. Il est interpellé par les services allemands le 13 juillet 1944, conduit au siège du SIPO-SD, 425 rue Paradis, et fusillé à Signes le 18 juillet 1944. Après les obsèques nationales, célébrées le 21 septembre 1944 au cimetière Saint-Pierre, René Mariani y est inhumé.

NOM : MARTIN-BRET
Prénom : Louis
Pseudonyme(s) : *Michel*
Age : 46 ans
Profession : Agriculteur
Résistance : Combat, MUR-MLN, CDL des Basses-Alpes



Louis Martin-Bret est né rue de la République, à Marseille (Bouches-du-Rhône), le 18 juillet 1898. Mobilisé de 1917 à 1920, il s'installe ensuite à Manosque comme agriculteur. Il s'investit alors dans les activités associatives du monde agricole, met sur pied la coopérative des producteurs de Manosque et favorise la création de silos à blés dans tout le département. Il devient également secrétaire de la Chambre d'agriculture des Basses-Alpes et président de la Caisse régionale du Crédit agricole. Élu au conseil général, il milite à la SFIO, dont il est secrétaire de la fédération des Basses-Alpes. En 1942, il adhère à Combat et devient responsable des MUR-MLN. Arrêté par les occupants italiens en juin 1943, il parvient à s'évader, passe dans une clandestinité totale et, en 1944, devient président du CDL des Basses-Alpes. Il est arrêté, avec les autres membres du CDL à Oraison, le 16 juillet 1944, emmené à Marseille et fusillé à Signes le 18 juillet. Après les obsèques nationales, célébrées le 21 septembre 1944 au cimetière Saint-Pierre, Louis Martin-Bret a été inhumé à Manosque.

NOM : MOULET
Prénom : Jules
Pseudonyme(s) : *Bernard*
Age : 45 ans
Profession : Entrepreneur de travaux publics
Résistance : Combat, MUR-MLN, NAP



Jules Moulet, né le 9 juillet 1899 à Marseille (Bouches-du-Rhône), dans une vieille famille marseillaise, acquiert une formation technique à l'École de commerce et d'industrie de Marseille. Engagé volontaire pendant la Première Guerre mondiale, affecté dans l'aviation, il est démobilisé en 1920. Il crée alors sa propre entreprise de travaux publics. Engagé très tôt dans la Résistance, il utilise son activité d'entrepreneur en travaux publics comme couverture pour obtenir des renseignements – transmis à Londres – sur les positions et constructions allemandes. Membre de Combat, sous le pseudonyme de *Bernard*, il devient responsable du Noyautage des administrations publiques (NAP) pour Marseille, au sein des MUR-MLN.

Jules Moulet est arrêté par les services allemands, le 13 juillet 1944, à proximité de la place Castellane, conduit au siège de la *Gestapo* à Marseille, 425 rue Paradis, et fusillé à Signes le 18 juillet 1944. Après les obsèques nationales, célébrées le 21 septembre 1944 au cimetière Saint-Pierre, Jules Moulet a été inhumé dans le caveau familial de ce cimetière.

NOM : PIQUEMAL
Prénom : Jean
Pseudonyme(s) : *Jaquème ou Jacquème*
Age : 39 ans
Profession : Pharmacien
Résistance : MUR-MLN, NAP, CDL des Basses-Alpes



Jean Piquemal est né à Saint-Raphael (Var), le 24 septembre 1904. Pharmacien socialiste et franc-maçon, il est révoqué de l'hôpital de Draguignan en mars 1941 et s'installe à Manosque (Basses-Alpes, Alpes-de-Haute-Provence). En contact avec Louis Martin-Bret, il adhère à Combat, puis aux MUR, où il occupe rapidement des responsabilités, en particulier comme responsable départemental du NAP. En 1944, il participe aux discussions des MUR avec la mission interalliée et l'ORA et représente les MUR-MLN au CDL des Basses-Alpes. Jean Piquemal est arrêté, comme les autres membres du CDL, le 16 juillet à Oraison, transféré à Marseille et fusillé à Signes le 18 juillet 1944. Après les obsèques nationales, célébrées le 21 septembre 1944 au cimetière Saint-Pierre, Jean Piquemal a été inhumé à Draguignan.

NOM : ROSSI
Prénom : Robert
Pseudonyme(s) : *Perret, Levallois*
Age : 31 ans
Profession : Officier
Résistance : MUR-MLN, chef régional des FFI en R2



Robert Rossi, né le 6 mars 1913 à Ixelles-les-Bruxelles (Belgique), passe sa jeunesse à Marseille, où sa famille réside. Après des études secondaires au Lycée Thiers, il réussit, en 1933, le concours d'entrée à l'école Polytechnique (promotion X33). En 1935, à sa sortie d'école, Robert Rossi fait le choix de l'aviation et intègre l'école de l'armée de l'Air de Versailles. Breveté pilote en 1936, il connaît diverses affectations, dont celle de directeur des études à l'école de l'Air de Salon.

Après la défaite, en décembre 1940, Robert Rossi est mis en congé d'armistice. Il rejoint alors la Résistance en région toulousaine, où ses amis de Libération-Sud développent son secteur paramilitaire. Au sein des MUR, sous le pseudonyme de *Perret*, il participe ensuite à la mise en place de l'AS et à la constitution de dépôts d'armes.

En octobre 1943, Robert Rossi est arrêté par la police de Vichy et incarcéré à la prison d'Eysses (Lot-et-Garonne). Après son transfert, en décembre, à la citadelle de Sisteron (Basses-Alpes), l'état-major AS de la région de Toulouse, aidé du réseau de policiers Ajax, organise son évasion et celle de trois autres détenus, le 10 janvier 1944.

Robert Rossi reprend alors ses activités résistantes dans la région de Marseille (R2), sous le pseudonyme de *Levallois*. En avril 1944, il est nommé chef régional des CFL, liés au MLN, puis chef régional des FFI, qui rassemblent alors les diverses formations clandestines armées.

Arrêté à Marseille le 16 juillet 1944 par les hommes du SIPO-SD, il est conduit au 425 rue Paradis, et fusillé à Signes, le 18 juillet. Après les obsèques nationales célébrées pour l'ensemble des martyrs de Signes au cimetière Saint-Pierre, le 21 septembre 1944, Robert Rossi y est inhumé.

Les « inconnus » de la nécropole

Trois « inconnus » demeurent à ce jour parmi les victimes découvertes en septembre 1944 dans la « première fosse » du vallon de Signes. Cependant, au vue des archives et des témoignages recensés, il est fort probable que deux d'entre eux puissent être identifiés comme étant Maurice Béchade et Michel Lancesseur.

NOM : ROSSI
Prénom : Terce
Pseudonyme(s) :
Age : 28 ans
Profession : Mécanicien en cycles
Résistance : FFI



Terce Rossi est né le 10 septembre 1915, à Pomarance, en Toscane (Italie). Artisan commerçant, il s'installe à Oraison comme mécanicien en cycles. Réfractaire au STO, il participe à un groupe de FFI cantonné à Entrevennes (Basses-Alpes, Alpes-de-Haute-Provence), commune peu peuplée et boisée située à l'ouest d'Oraison, groupe chargé sans doute de la réception des parachutages, sous la responsabilité de Roger Chaudon. Il est arrêté, le 16 juillet 1944, avec d'autres résistants et les membres du CDL des Basses-Alpes réunis à Oraison. Transféré à Marseille comme ses camarades, il est fusillé à Signes, le 18 juillet. Après les obsèques nationales, célébrées le 21 septembre 1944 au cimetière Saint-Pierre, Terce Rossi est inhumé au cimetière d'Oraison.

NOM : SALOM
Prénom : Robert
Pseudonyme(s) :
Age : 18 ans
Profession :
Résistance : FTPF



Robert Salom, issu d'une famille modeste d'origine espagnole, est né à Sisteron (Basses-Alpes, Alpes-de-Haute-Provence), le 25 septembre 1925. Arrêté à Oraison le 16 juillet 1944, il est transféré à Marseille, puis fusillé à Signes le 18 juillet. Il lui est rendu hommage, après-guerre, dans les cérémonies officielles de sa ville natale, comme membre du maquis de Bayons et de la 17e compagnie FTPF. Une attestation du chef FFI de R2, le colonel Simon, établie en 1948, date son entrée dans les FFI au 6 juin 1944.

NOM : BÉCHADE
Prénom : Maurice
Pseudonyme(s) :
Age : 22 ans
Profession : Caporal-chef ou sergent à la base aérienne du Luc (Var)
Résistance : OU, ORA



Maurice Béchade est né le 3 octobre 1922 au Verdier, hameau de la commune de Saint-Just-le-Martel (Haute-Vienne), dans une famille modeste.

Titulaire du certificat d'études primaires, Maurice Béchade est, pendant la Deuxième Guerre mondiale, caporal-chef ou sergent d'aviation à la base aérienne du Luc, dans le Var. Engagé dans la Résistance, il est membre du réseau Marine et rattaché, en juillet 1943, à l'ORA. Lié au capitaine Ninck, il aurait participé aux maquis du Pilon du Roi et du Plan d'Aups et aurait fourni en armes les groupes phocéens.

Arrêté à Marseille par les services de police allemands, le 15 juillet, et détenu au 425 rue Paradis, Maurice Béchade apparaît dans les rapports de la Gestapo comme « courrier de l'organisation d'étudiants de Marseille ». Vraisemblablement fusillé à Signes, il est d'abord, en 1944, déclaré disparu, « non rentré ». Il ne figure pas, jusqu'à ce jour, parmi les résistants identifiés du charnier de Signes. Pourtant, le 4 mars 1952, le tribunal de première instance de l'arrondissement de Toulon (Var) a bien conclu que « Béchade a été fusillé à Signes par les Allemands, le 18 juillet 1944 ». Mais, selon l'inscription marginale portée sur son acte de naissance, le lendemain, 5 mars 1952, le tribunal civil de Marseille le déclara décédé « en un lieu inconnu en France », le 31 juillet 1944.

NOM : LANCESSEUR
Prénom : Michel
Pseudonyme(s) :
Age : 24 ans
Profession : Officier
Résistance : Services spéciaux



Michel Lancesseur est né le 15 janvier 1920 à Rouen (Seine-Maritime) dans une famille d'industriels. Admis à Saint-Cyr, engagé volontaire pour la période de scolarité augmentée de six ans, incorporé à partir du 1er octobre 1939, il fait partie de la promotion « amitié franco-britannique ». Blessé à l'ennemi, hospitalisé, puis en congé d'armistice, Michel Lancesseur est admis en avril 1941 à la deuxième série de cours militaires de l'école de Saint-Cyr, alors repliée à Aix-en-Provence. En 1941-1942, il est affecté en AOF et promu lieutenant. Il rejoint Alger après le débarquement allié en Afrique du Nord, fait partie de la mission interalliée parachutée en Provence au printemps 1944 et travaille avec la Résistance intérieure. En juin 1944, il échappe à une descente allemande à Vinon-sur-Verdon (Var), combat à Barcelonnette (Basses-Alpes), mais est interpellé, le 15 juillet 1944, à Marseille, en compagnie d'Henry Chanay. Vraisemblablement fusillé à Signes le 18 juillet 1944, son corps n'a pas été identifié parmi les dépouilles transférées le 17 septembre 1944 au cimetière Saint-Pierre.

Un inconnu



Les victimes du 12 août 1944, retrouvées dans la « deuxième fosse »

NOM : D'ERRECALDE
Prénom : Jean-Maurice Muthular
Pseudonyme(s) : *Lucas*
Age : 35 ans
Profession : Officier
Résistance : OSS



Jean-Maurice Muthular d'Errecalde, né aux Etats-Unis, de nationalité américaine mais d'origine française, est recruté par l'OSS avec le grade de *First Lieutenant* (Premier lieutenant). Il est parachuté en Vaucluse, près de Beaumont-de-Pertuis, dans la nuit du 13 juin 1944. Porteur d'un ordre de repli pour les maquis, il prend contact avec la mission interalliée déjà sur place, dirigée par Henry Chanay et avec la Résistance. Repéré par les services allemands, trahi par l'agent Noël passé au service de la *Gestapo*, il est arrêté le 24 juillet à Saint-Tropez, d'où il aurait dû partir clandestinement pour la Corse ou l'Algérie. Détenu au siège du SIPO-SD, puis aux Baumettes, il est fusillé à Signes, le 12 août 1944.

NOM : KOHLER
Prénom : Paul
Pseudonyme(s) :
Age : 44 ans
Profession : Chef mécanicien au dépôt des machines SNCF de Marseille
Résistance : Combat, MUR, groupe FER, AS, CFL-FFI



Paul Kohler est né le 23 janvier 1900, à Miécourt, en Suisse, dans l'arrondissement de Berne, de parents français. Engagé volontaire dans la Marine en 1918, puis, en 1923, employé dans les chemins de fer, il est, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, chef mécanicien au dépôt des machines SNCF de Marseille. Engagé dans la Résistance, il organise, pour Combat, puis les MUR, le groupe FER de Marseille et les opérations de sabotage contre les transports allemands. Il appartient également, en 1943-1944, à l'AS et aux Corps francs de la Libération (CFL-FFI). Il est arrêté à son domicile, le 25 juillet 1944, conduit au siège du SIPO-SD, 425 rue Paradis et fusillé à Signes, le 12 août 1944.

NOM : LAFFORGUE
Prénom : Pierre-Jean
Pseudonyme(s) : *Philippe, Lafargue*
Age : 29 ans
Profession : Officier
Résistance : Services spéciaux



Pierre-Jean Lafforgue est né le 8 mai 1915 à Bergerac (Dordogne). Saint-cyrien, affecté au 151^e régiment d'infanterie, blessé en 1940, il s'embarque pour l'Afrique du Nord en janvier 1941. De retour en France, démobilisé en 1943 et devenu officier des Eaux et Forêts, il participe au réseau clandestin monté par les services spéciaux d'Alger. Interpellé près de la place Castellane, à Marseille, en avril 1944, il est conduit au siège du SIPO-SD, 425, rue Paradis, puis transféré à Compiègne et déporté vers l'Allemagne. Il réussit à s'évader du convoi. Mais, le 19 juin, il est repris par la *Gestapo* à Aix-en-Provence, interrogé de nouveau par le SIPO-SD, accusé d'espionnage et incarcéré aux Baumettes. Il est fusillé à Signes, le 12 août 1944.

NOM : LIBERT
Prénom : Jean
Pseudonyme(s) : *Marie-Louise, Jourdan*
Age : 20 ans
Profession :
Résistance : MUR-MLN, agent de liaison



Jean Libert est né le 25 novembre 1923 à Paris, 13e (Ile-de-France). Engagé dans la Résistance, il prend la place, sous le pseudonyme de *Marie-Louise*, de sa fiancée, arrêtée par les Allemands, responsable du service de liaison des MUR à Marseille. Connu au sein des MUR-MLN sous le pseudonyme de *Jourdan*, il est activement recherché par la section IV du SIPO-SD (la *Gestapo*). Arrêté le 14 juillet 1944, cours Joseph-Thierry à Marseille, interrogé au 425 rue Paradis par le SIPO-SD, il est fusillé à Signes le 12 août 1944. Après les obsèques nationales, célébrées pour l'ensemble des martyrs de Signes au cimetière Saint-Pierre le 21 septembre 1944, Jean Libert y est inhumé, dans le carré « Sépulture perpétuelle réservée aux victimes du devoir ».

NOM : NINCK
Prénom : Francis
Pseudonyme(s) : *Gilbert*
Age : 30 ans
Profession : Officier
Résistance : Chef de l'AS de Marseille



Francis Ninck est né le 28 septembre 1913 à La Roquette-sur-Var (Alpes-Maritimes). Militaire d'active, il est sous-lieutenant au 15e bataillon de chasseurs alpins en 1937.

Le décret attribuant à Francis Ninck, à titre posthume, le grade de chevalier de la Légion d'honneur, fait état de son appartenance à un groupe de Résistance depuis décembre 1942, de sa participation à plusieurs transports clandestins et à des reconnaissances d'ouvrages gardés. En mars 1944, il organise, sous le pseudonyme de *Gilbert*, le secteur de l'AS de Marseille, dont il est le chef et avec lequel, le 8 juin 1944, il prend le maquis dans les Basses-Alpes. Il est arrêté par la *Gestapo* le 17 juillet 1944 et incarcéré aux Petites, puis aux Grandes Baumettes.

À la découverte du charnier de Signes, en septembre 1944, la dépouille de Francis Ninck n'est pas formellement identifiée. Après les obsèques nationales célébrées à Marseille, son corps, considéré d'abord comme celui d'un inconnu, est inhumé au cimetière Saint-Pierre. Cependant, en 1946, le service central d'état civil, des successions et des sépultures militaires apporte un rectificatif à l'avis de décès en mentionnant que Francis Ninck a été fusillé par les Allemands, le 13 août 1944, à Signes. En 1948, son corps est transféré à Nice pour être inhumé dans le caveau familial.

NOM : PACAUD
Prénom : Louis
Pseudonyme(s) : *Adrien*
Age : 31 ans
Profession : Officier
Résistance : Services spéciaux



Louis Pacaud est né le 1er juillet 1913, dans le petit village de Serley, en Saône-et-Loire, dans une famille d'agriculteurs. Il est parachuté en Vaucluse, sans doute comme instructeur, avec Muthular d'Er-calde, dans la nuit du 13 juin 1944. Arrêté à Marseille, il est fusillé à Signes le 12 août 1944.

NOM : PELLETIER
Prénom : François
Pseudonyme(s) : *Rubens*
Age : 23 ans
Profession : Agriculteur / officier
Résistance : Services spéciaux



François Pelletier est né le 24 décembre 1920, à Milly-sur-Thérain (Oise). Élevé dans la grande exploitation familiale, scolarisé chez les frères des écoles chrétiennes, puis au lycée de Beauvais (Oise), il se destine à l'agriculture et, en 1942, s'installe finalement en Algérie. Après le débarquement allié en Afrique du Nord, il s'engage dans les parachutistes, effectue un stage dans les services spéciaux, avant d'être acheminé vers la France pour organiser les liaisons clandestines depuis la côte méditerranéenne. Il aménage plusieurs points d'accostage sur la côte des Maures et se lie à la résistance locale. Trahi par l'agent Noël, passé au service de la *Gestapo*, François Pelletier est arrêté à Saint-Tropez le 24 juillet 1944, conduit au 425 rue Paradis à Marseille et fusillé à Signes, le 12 août 1944. Après les obsèques nationales célébrées, le 21 septembre 1944, au cimetière Saint-Pierre de Marseille, François Pelletier a été inhumé dans le cimetière de Milly-sur-Thérain.

NOM : SAINT-MARTIN
Prénom : Georges
Pseudonyme(s) : *Bourrely*
Age : 20 ans
Profession : Étudiant
Résistance : Secrétaire du chef FFI de R2



Georges Saint-Martin est né le 21 mai 1924 à Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône). Après des études secondaires, suivies, jusqu'en classe de philosophie au lycée Victor-Hugo à Marseille, il s'engage dans la Résistance et devient le secrétaire de Robert Rossi, *Levallois*, chef régional des FFI. Il est arrêté le 16 juillet 1944, torturé par le SIPO-SD au 425 rue Paradis, et fusillé à Signes le 12 août 1944.

NOM : WOLFF
Prénom : André
Pseudonyme(s) :
Age : 44 ans
Profession : Notaire
Résistance : AS



André Wolff est né le 27 juin 1900, à Belfort (Territoire-de-Belfort), au sein d'une famille très patriote qui avait quitté l'Alsace annexée. Clerc de notaire, il est engagé volontaire pendant la Première Guerre mondiale, et achète, en 1937, une étude de notaire à Lançon-de-Provence (Bouches-du-Rhône). Pendant la Seconde Guerre mondiale, il s'engage dans la Résistance, confectionne de faux papiers pour les réfractaires au STO, facilite des désertions parmi les unités allemandes, assure des transports d'armes et le ravitaillement des maquis de juin 1944. Arrêté le 13 juin 1944, conduit au siège du SIPO-SD, 425 rue Paradis à Marseille, il est fusillé à Signes, le 12 août 1944. Après les obsèques nationales célébrées, le 21 septembre 1944, au cimetière Saint-Pierre, André Wolff est inhumé, d'abord au cimetière de Lançon, puis transféré dans le caveau familial de son épouse à Fontvieille.

La mémoire et les cérémonies

Depuis la découverte du charnier en septembre 1944, se tient chaque année le 18 juillet une cérémonie en hommage aux victimes dans le « Vallon des Martyrs »

Depuis 2016, une journée d'« Hommage de la jeunesse à la Résistance » rassemble, à la salle municipale de Signes et sur le site même de la nécropole, des élèves issus d'établissements de plusieurs départements de la région.



Des premières cérémonies à nos jours : les commémorations du 18 juillet

La première commémoration dans le « Vallon des Martyrs » a lieu le 18 juillet 1945, en présence de toutes les autorités civiles, militaires et religieuses. Henri Frenay, ministre des Prisonniers et Déportés, déclare : « Ce vallon restera un des hauts lieux de France ». À cette occasion, est posée la première pierre du monument qui doit être érigé sur le site. L'année suivante, deux grandes dalles sont installées sur l'emplacement des fosses.



Cérémonie du 18 juillet 1945
© Collection Jean-Paul Chiny

Aujourd'hui encore, plus de 70 ans après les faits, la cérémonie du 18 juillet en hommage aux victimes de Signes rassemble une large assistance, en présence des autorités civiles et militaires, des résistants, du monde associatif et de nombreux porte-drapeau.



Cérémonie du 18 juillet 2014
© Collection Jean-Paul Chiny

« Hommage de la jeunesse à la Résistance »

Depuis 2016, des journées pédagogiques sont organisées à Signes dans le cadre d'un « hommage de la jeunesse à la Résistance ». Lors de ces journées, des élèves de différents établissements de la région sont accueillis en matinée, dans la salle municipale, pour un rappel historique sur les événements de l'été 1944, la présentation de travaux d'élèves et un échange avec des résistants.

L'après-midi, les élèves participent, sur le site même de la nécropole nationale de Signes, à un hommage rendu à la Résistance régionale.



Journées pédagogiques organisées à Signes en juin 2016 et en mai 2017.
© ONACVG



La commune de Signes, lieu emblématique de la Résistance

La commune de Signes et ses environs ont connu, pendant la Deuxième Guerre mondiale, d'autres massacres de résistants. Des mémoriaux en témoignent aujourd'hui, comme ceux de la Limatte et de Siou-Blanc.

Le massacre de la ferme de Limatte, janvier 1944

Les stèles aux « Martyrs de la ferme de Limatte » sont dédiées aux jeunes maquisards, français ou étrangers, regroupés en ce lieu, après l'éclatement de la 1^{re} compagnie FTPF de Provence. Neuf ont payé de leur vie leur engagement, ainsi que le berger capturé avec eux. Les dix victimes ont été abattues par les Allemands, le 2 janvier 1944 ; quatre autres résistants ont été déportés (un seul a survécu). Tous les ans, le 2 janvier, une cérémonie commémore leur sacrifice.



Stèle de la ferme de Limatte (Var).
© MUREL PACA (cliché Pierre Ciantar)



Le massacre des maquisards du plateau de Siou-Blanc, juin 1944

Le 6 juin 1944, les maquisards de la région toulonnaise répondent à l'ordre de mobilisation générale et se rassemblent aux lieux prévus, notamment sur le plateau de Siou-Blanc. Mais le débarquement tant attendu en Méditerranée n'a pas lieu et, le 16 juin, l'ordre de dispersion est donné par le CDL du Var. Un groupe de huit jeunes maquisards est alors arrêté par les Allemands et, le lendemain, 17 juin, exécuté sur le site de « La Rouvière », près du Castellet. Deux autres maquisards sont tués dans les bois de Méounes, le 20 juin 1944.



Cérémonie commémorative du
6 juin 2014, au lieu dit
« la Citerne du gouvernement ».
© Ville de Signes

Chaque année, un hommage est rendu aux maquisards du plateau de Siou-Blanc, sur deux sites distincts et à des dates symboliques :

Le 6 juin, date de l'ordre de mobilisation des maquis, sur le site de « la Citerne du gouvernement », un des lieux de rassemblement établi pour les maquisards et situé sur le territoire de Signes ;

Le 17 juin, date commémorant l'exécution des huit maquisards, sur le site même de « La Rouvière » situé dans la forêt domaniale du Castellet, où une stèle a été installée.



Monument de « La Rouvière » en hommage aux
huit maquisards exécutés le 17 juin 1944 (Var).
© MUREL PACA (cliché Pierre Ciantar)



Lexique

AS Armée secrète. Créée en 1942, elle regroupe les formations armées des principaux mouvements de Résistance de la zone Sud : Combat, Libération-Sud, et Franc-Tireur.

CDL Comité départemental de libération. Créés fin 1943 et début 1944 sur le modèle du Conseil national de la Résistance, les Comités départementaux de libération regroupent, au niveau local, mouvement, partis politiques et syndicats engagés dans la Résistance. Ils ont pour rôle de préparer la libération du territoire et veiller à la mise en place des nouvelles autorités dans les départements.

CFL Corps francs de la Libération. Créés en mars 1944, les Corps francs de la Libération sont sensés regrouper, sous un commandement unique, les formations militaires du MLN.

FFI Forces françaises de l'intérieur. En vue de la Libération du territoire national, les FFI sont créées en 1944 et regroupent l'ensemble des formations armées de la Résistance intérieure (ORA, AS, FTP...). Leur commandement est confié au général Koenig. À partir de septembre 1944, dans le cadre de l'amalgame, les unités FFI sont progressivement dissoutes et intégrées dans l'armée régulière de libération.

FN Front national pour l'indépendance de la France. Mouvement de Résistance créé par le Parti communiste français (PCF) au printemps 1941, il se développe à partir de fin 1942.

FTP, FTPF Francs-Tireurs et Partisans Français. Formation militaire liée au PCF, créée en 1942, sous le commandement national de Charles Tillon.

FTP-MOI Francs-Tireurs et partisans main-d'œuvre immigrée. Formation militaire regroupant les communistes étrangers, très active dans l'action armée.

Gestapo (Geheime Staatspolizei) Police secrète d'État. Police politique de l'Allemagne nazie, dont le pouvoir s'étend au Reich mais également aux territoires occupés, dont la France. Elle est chargée de lutter contre les opposants au régime, notamment les résistants.

MLN Mouvement de Libération nationale. Cette structure, dont le comité directeur siège à Paris, est née en décembre 1943 de la fusion des MUR et de plusieurs mouvements de Résistance de la zone Nord.

MUR Mouvements Unis de la Résistance (ex-MRU). Ils naissent en 1943, sous l'impulsion de Jean Moulin, de la fusion des trois grands mouvements de résistance non communiste de zone Sud : Combat, Libération et Franc-Tireur.

NAP Noyautage des Administrations publiques. Mise en place par Combat et prenant réellement de l'ampleur sous les MUR, cette structure permet d'infiltrer les administrations françaises (préfectures, services de police, ...mais aussi PTT et SNCF), de faciliter les actions de la Résistance, de fournir des renseignements et de sélectionner les futurs cadres de la France libérée.

ORA Organisation de Résistance de l'Armée (ex-Organisation Métropolitaine de l'Armée, OMA). Créée en 1943, après l'invasion de la zone Sud et la dissolution de l'Armée d'armistice, elle se compose d'anciens militaires résolus à continuer le combat contre l'Occupant. Se voulant apolitique, elle souhaite se tenir prête pour le Jour J et la Libération du territoire.

OSS Office of Strategic Services. Organisation secrète de renseignement et d'action américaine créée en juin 1942, elle a pour mission de collecter des informations et d'opérer des actions clandestines sur les territoires sensibles durant la Seconde Guerre mondiale. Supprimée en 1945, elle est remplacée par le *Central Intelligence Group* (CIG) puis, en 1947, par la *Central Intelligence Agency* (CIA).

OU Organisation Universitaire. Mise en place par les MUR, l'organisation universitaire regroupe les jeunes scolarisés et les enseignants.

R2 Région 2. Dans l'organisation territoriale des MUR, la zone Sud est divisée en six grandes régions, la R2 correspondant approximativement à l'actuelle région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

SAP Section des atterrissages et des parachutages. La SAP est chargée, en zone Sud, de trouver des lieux adaptés pour le parachutage d'hommes et de matériel, ou l'atterrissage d'avions, et de les sécuriser.

SIPO-SD Police de sûreté d'État et service de sécurité du parti nazi. Cet organe de répression allemand naît, en 1939, de l'association de la *Sicherheitspolizei* (la SIPO, la police de sûreté, regroupant déjà la *Kripo* – police criminelle – et la *Gestapo* – police politique) et du *Sicherheitsdienst* (service de sécurité des SS, abrégé en SD).

SOE Special Operations Executive. Service de renseignement et d'action britannique créé en juillet 1940 pour développer la lutte armée dans les pays occupés par l'Allemagne nazie et ses alliés. Il soutient la Résistance en lui fournissant du matériel et en formant des hommes.

STO Service du Travail Obligatoire. Par le STO, le gouvernement de Vichy répond aux exigences allemandes en matière de main-d'œuvre. Il est instauré par la loi du 16 février 1943 qui met à disposition du Reich les jeunes hommes nés entre 1920 et 1922. Mais de nombreux jeunes gens, « réfractaires », ont refusé de partir en Allemagne.

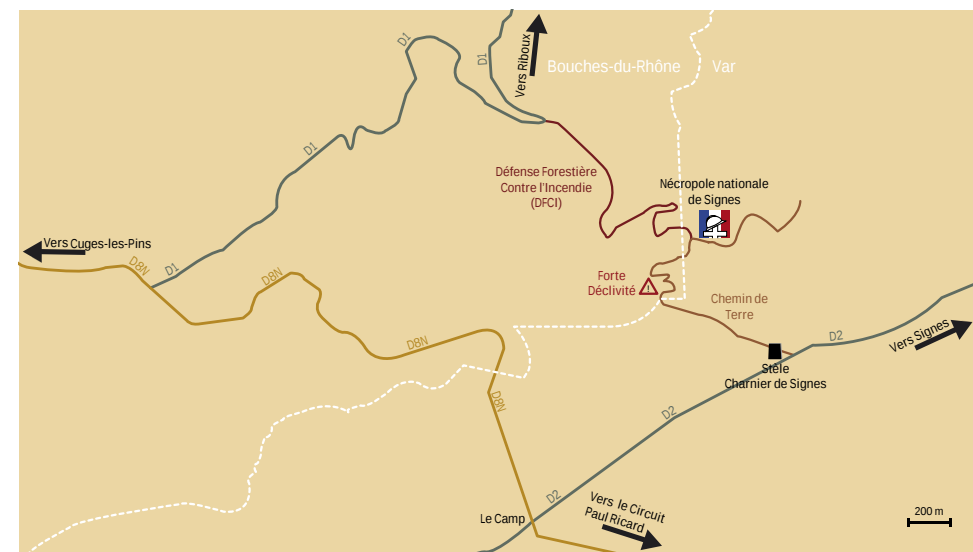
Localisation et accès à la nécropole nationale de Signes

La nécropole nationale de Signes est située sur le territoire de la commune de Signes, dans le département du Var, à la frontière du département des Bouches-du-Rhône.

Une stèle portant l'inscription « Charnier de Signes – Aux héros et martyrs - de la Résistance – Tombés pour la liberté – Dans ce vallon – En juillet-août 1944 » est installée en bordure de la route départementale 2 (D2), entre Signes et le carrefour du Camp du Castellet (ou « Route du Maquis »). Elle indique le chemin menant à la nécropole.

À partir de cette stèle, on peut descendre jusqu'au site de la nécropole à pied (environ 20 minutes de marche sur un terrain de forte déclivité) ou en véhicule tout-terrain en empruntant un chemin de terre.

Coordonnées GPS de la nécropole nationale de Signes : 43° 16' 12.8" N 5° 45' 43.5" E.



L'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG) et le Pôle des sépultures de guerre et hauts lieux de la mémoire nationale (PSGHLMN) sont chargés, pour le compte de l'État, de la gestion, de l'entretien et de la valorisation des nécropoles nationales et des hauts lieux de la mémoire nationale.

www.onac-vg.fr / www.sepulturesdeguerre.sga.defense.gouv.fr

Une exposition virtuelle accessible à tous

En 2016, dans le cadre d'un projet global de valorisation de la nécropole, une exposition virtuelle sur « Le vallon des fusillés à Signes : la Résistance régionale massacrée » a été mise en ligne au sein de l'exposition « La Résistance en Provence-Alpes-Côte d'Azur » (MUREL PACA) du Musée de la Résistance en ligne.

Présentant analyses et documents sur la nécropole nationale de Signes et les événements qui s'y déroulèrent durant l'été 1944, elle comprend également des notices biographiques détaillées pour chacune des victimes.

www.museedelaresistanceenligne.org

accéder à l'exposition



Flashez-moi pour

Contributeurs et remerciements

Cette brochure a été réalisée dans le cadre d'un partenariat entre l'**Office national des anciens combattants et victimes de guerre** (services départementaux des Alpes-de-Haute-Provence, des Bouches-du-Rhône et du Var, Mission Interdépartementale Mémoire et Communication PACA et secteur Marseille du PSGHLMN) et l'association des Amis du Musée de la Résistance en Ligne Provence-Alpes-Côte d'Azur (MUREL PACA).

L'édition de cette brochure s'inscrit dans le cadre d'un projet plus global de valorisation de la nécropole nationale de Signes, initié en 2016 et poursuivi en 2017, se déclinant en plusieurs actions, comme l'édition d'un dépliant d'information et l'organisation de rencontres pédagogiques sur Signes avec plusieurs établissements de la région.

Ce projet global de valorisation a également bénéficié du soutien de l'association régionale des familles des fusillés et martyrs de Signes et de Provence, de la mairie de Signes, des services de l'Éducation nationale et des associations mémorielles et patriotiques. Qu'ils en soient sincèrement remerciés.

